

## Chapitre 2

# Quel est le degré de fragmentation de l'aide?

*La fragmentation de l'aide est un sérieux obstacle à l'amélioration de son efficacité. Par fragmentation, on entend la dissémination de l'aide en un trop grand nombre de petites parts venant d'un trop grand nombre de donateurs, d'où des coûts de transaction élevés et, par là-même, la difficulté pour les pays partenaires de gérer efficacement leur propre développement. Le présent chapitre étudie le degré de fragmentation ou de concentration de l'aide, en s'appuyant sur les conclusions du Rapport sur l'enquête 2008 relative aux politiques d'affectation de l'aide et les plans de dépenses indicatifs réalisée par le Comité d'aide au développement (CAD). Les apports d'aide sont analysés au moyen d'une nouvelle mesure de l'aide, l'Aide-pays programmable (APP). Le présent chapitre ne se borne pas à étudier l'ampleur du phénomène, il aborde quelques-unes des solutions envisageables pour réduire la fragmentation de l'aide grâce à une plus efficace « répartition des tâches » entre les pays donateurs.*

## Introduction

Les pays en développement diffèrent considérablement de par leur potentiel de développement et les défis auxquels ils sont confrontés, mais à un égard au moins, ils sont nombreux à faire face à un problème commun qui se résume ainsi : pas assez d'aide, trop de donateurs.

Lorsqu'elle provient de sources trop nombreuses, lorsqu'elle est dispersée sur un nombre excessif de programmes, lorsqu'elle est « fragmentée », l'aide peut être à l'origine de sérieux problèmes. Ainsi, les fonctionnaires, médecins, enseignants et praticiens de l'aide dans les pays en développement passent une grande partie de leur temps à remplir des rapports ou bien à assister à des réunions avec les représentants des gouvernements ou des organismes donateurs, ou encore à accompagner les missions de suivi. La fragmentation de l'aide peut aussi être une source d'efforts redondants et parfois vains de la part des donateurs, dont certains travaillent dans des secteurs dont ils ne sont pas nécessairement des spécialistes.

La fragmentation est attestée comme un obstacle réel à l'efficacité de l'aide dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide de 2005, qui appelle les pays à s'assurer que les efforts des donateurs se complètent les uns les autres, et les donateurs à concentrer leur aide et leur expertise là où elles peuvent être le mieux mises à profit. Concrètement, cela peut supposer de la part des donateurs de mettre en commun leurs ressources, ou de désigner le pays donneur le plus expérimenté dans le secteur concerné comme chef de file pour acheminer l'aide. Il est déterminant à cet égard que la conduite de la gestion de ce type de changement soit le fait des pays en développement. De plus en plus souvent, il leur est demandé de prendre en charge la gestion de l'aide, d'établir les priorités et de travailler avec les pays et organismes donateurs afin de déterminer lequel est le mieux équipé pour faire quoi.

Une aide moins fragmentée est une aide plus efficace. À partir des conclusions du *Rapport sur l'enquête 2008 relatives aux politiques d'affectation de l'aide et les plans de dépenses indicatifs* réalisée par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, ce chapitre examine à quel point l'aide est fragmentée dans les pays en développement de manière à analyser les solutions envisageables pour remédier au problème. Les conclusions de l'enquête sur les plans de dépenses indicatifs sont présentées dans le chapitre 3. Les deux chapitres prennent largement appui sur deux innovations récentes du CAD qui ont permis de poser les jalons d'un renforcement substantiel de la transparence et de la prévisibilité des apports d'aide.

- La première innovation est l'introduction d'une nouvelle mesure, l'Aide-pays programmable ou APP. Cette mesure parvient à délimiter plus précisément que les mesures de l'aide totale les apports reçus et enregistrés dans les systèmes nationaux de gestion de l'aide. S'il peut certes encore y avoir des décalages dans les horizons temporels, l'APP rend comparable le volume des apports. Cette nouvelle mesure permettra de dépasser les discussions sur ce que recouvrent réellement les chiffres pour

faire porter le dialogue sur des analyses concrètes de la façon d'utiliser les informations disponibles afin d'améliorer la répartition des tâches au niveau des pays.

- La seconde innovation est la collecte, pour la première fois, d'informations détaillées de la part des principaux donneurs tant bilatéraux que multilatéraux sur leurs plans indicatifs de dépenses – pays par pays – pour les trois ans à venir. Ces données permettent de montrer, parmi les régions et les pays, celles et ceux qui recevront proportionnellement plus, ou moins, d'aide. Outre d'assurer un suivi de l'acheminement d'un surcroît d'aide<sup>1</sup>, ces informations sont essentielles pour nourrir le dialogue sur la répartition de l'aide entre les pays et inciter les donneurs à respecter les engagements qu'ils ont souscrits en vue d'accroître la prévisibilité de l'aide à moyen terme. Au fur et à mesure de la mise en œuvre des mesures énoncées dans le Programme d'action d'Accra (septembre 2008), les nouvelles séries de données décrites dans ces chapitres, qui font désormais systématiquement partie des résultats produits par le CAD, joueront un rôle déterminant.

### Quel est l'objet de ce chapitre?

Le présent chapitre est structuré comme suit :

- **L'aide-pays programmable (APP) – Une nouvelle mesure pour l'analyse de la fragmentation :** Une introduction à la notion d'APP, qui offre un nouveau moyen d'analyser la fragmentation de l'aide et sa prévisibilité.
- **La concentration et la fragmentation de l'aide à l'échelle mondiale :** Une analyse des données utilisant la notion d'aide-pays programmable qui présente la répartition de l'aide dans le monde, et qui met en évidence un niveau élevé de fragmentation de l'aide dans nombre de pays en développement.
- **Vers une meilleure répartition des tâches :** Un regard sur les solutions susceptibles de concourir à un moindre morcellement de l'aide, et sur le rôle que peuvent jouer les pays en développement afin de déterminer le rôle le plus adapté à chacun des donneurs.
- **Des données plus détaillées sur qui est présent où :** Enfin, une matrice qui montre, dans le détail, quels donneurs sont présents dans quels pays partenaires. Cette matrice peut éclairer le débat sur les moyens d'instaurer une plus efficace répartition des tâches entre les pays donneurs.

### L'Aide-pays programmable (APP) : Une nouvelle mesure de la fragmentation

Comment mesurer la fragmentation de l'aide? Il n'a de sens de mesurer la fragmentation de l'aide que dans l'optique de la continuité des programmes de coopération qui sont menés dans chacun des pays en développement et non dans l'optique, par exemple, de secours d'urgence. Conscients de la nécessité d'une nouvelle mesure de la fragmentation, les membres du CAD et les observateurs – dont le FMI, la Banque mondiale et le PNUD – ont œuvré de concert en 2007 pour mettre au point une méthodologie propre à étayer le *Rapport sur l'enquête 2008 relative aux politiques d'affectation de l'aide et les plans de dépenses indicatifs*. La nouvelle mesure que leurs travaux ont permis de mettre au point – l'aide-pays programmable (APP) – renvoie, *grosso modo*, à la part de l'aide publique au développement (APD) que les pays en développement ont la latitude d'affecter, ou de programmer, conformément à leurs priorités de développement (encadré 2.1).

### Encadré 2.1. L'aide-pays programmable (APP)

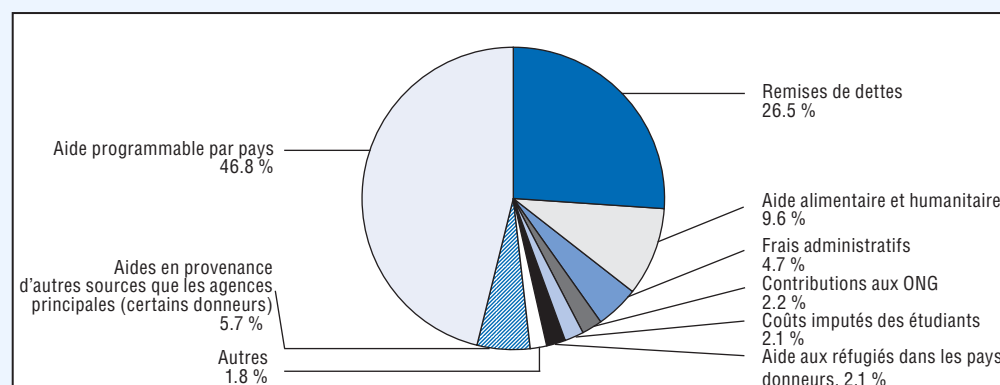
L'APP représente le montant de l'aide qui peut être programmée à l'avance au niveau des pays partenaires. Elle peut être définie, par déduction, par l'APD brute totale moins l'aide :

- non prévisible par nature (aide humanitaire et allègements de dette) ;
- n'entraînant aucun flux transfrontalier (coûts administratifs, coût imputé des étudiants, sensibilisation aux questions de développement, recherche, et réfugiés dans les pays donateurs) ;
- n'entrant pas dans les accords de coopération entre gouvernements (aide alimentaire et aide consentie par les collectivités locales des pays donateurs) ;
- non programmable par le donneur lui-même (contributions au budget central des ONG) ; ou
- non susceptible d'être programmée au niveau du pays bénéficiaire (contributions aux partenariats public-privé [PPP]).

Comme indiqué ci-dessous (graphique 2.1), d'après les estimations, près de la moitié de l'APD bilatérale brute consentie par les membres du CAD en 2005 satisfaisait aux critères de l'aide-pays programmable. À titre de référence, l'APP a représenté 65 % de l'APD brute en 2007, ce qui est plus conforme à la tendance historique pour les années non marquées, comme 2005, par des allègements de dette exceptionnels. Les données relatives à l'APP dans ce chapitre correspondent aux versements bruts (effectifs et prévus) aux prix et taux de change contre dollar constants de 2005. Les données relatives à l'APP pour les années suivantes sont accessibles à l'adresse suivante : [www.oecd.org/dac/scalingup](http://www.oecd.org/dac/scalingup) (voir le tableau 2.1 pour une comparaison entre l'APP et l'APD totale par donneur).

Graphique 2.1. **Composition de l'APD bilatérale brute en 2005**

102 milliards USD au total



Note : La catégorie Autres comprend : la recherche sur le développement dans le pays donneur, la sensibilisation aux questions de développement et l'aide consentie par les collectivités locales des pays donateurs.

Source : OCDE (2008), *Rapport sur l'Enquête 2008 relative aux politiques d'affectation de l'aide et les plans de dépenses indicatifs*, [www.oecd.org/dac/scalingup](http://www.oecd.org/dac/scalingup).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/526577052428>

Dans cette analyse de la fragmentation sont exclus non seulement l'aide non programmable au niveau du pays en développement, mais aussi le « bruit » généré par les activités d'aide à petite échelle qui sortent du cadre des relations de gouvernement à gouvernement telles que le bénévolat et les programmes de dons de faible montant, lesquelles n'engendrent généralement pas de coûts de transaction. L'équipe chargée de

Tableau 2.1. **Dérivation de l'aide-pays programmable bilatérale en 2005, par donneur du CAD**

Versements bruts en 2005, millions USD

	Total APD bilatérale 2005	Allègement de la dette	Aide alimentaire et humanitaire	Frais administratifs	Contributions aux ONG	Coûts imputés des étudiants	Aide aux réfugiés dans les pays donateurs	Autres <sup>2</sup>	Aide en provenance d'autres sources que les agences principales (certains donateurs)	APP 2005 de référence
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
Allemagne	8 960	3 947	339	206	14	925	17	103	1 533	1 874
Australie	1 449	20	249	76	11	0	75	2	83	933
Autriche	1 246	911	28	31	2	61	62	14	70	68
Belgique	1 360	477	66	47	20	0	58	139	50	503
Canada	2 853	455	169	250	53	68	175	154	600	929
CE	9 022	0	1 564	652	2	0	0	34	197	6 573
Danemark	1 423	50	154	116	56	0	70	30	0	947
Espagne	2 362	914	125	103	8	0	20	118	0	1 074
États-Unis	26 085	4 219	4 111	1 056	0	0	520	534	1 380	14 265
Finlande	602	150	74	34	8	0	17	10	52	256
France	8 524	3 761	67	334	47	953	585	265	15	2 496
Grèce	207	0	19	30	0	18	9	2	16	114
Irlande	482	0	83	31	56	3	2	5	0	302
Italie	2 443	1 680	79	40	69	0	0	2	43	528
Japon	15 900	5 718	574	702	283	0	0	30	162	8 431
Luxembourg	187	0	18	11	9	0	7	2	0	140
Norvège	2 033	2	344	137	19	0	68	103	204	1 155
Nouvelle-Zélande	224	0	55	15	18	0	11	1	1	122
Pays-Bas	3 769	351	408	245	678	0	94	113	804	1 075
Portugal <sup>1</sup>	224	3	13	16	6	32	0	6	-20	168
Royaume-Uni	8 509	3 534	628	427	623	0	0	28	71	3 198
Suède	2 256	53	261	126	138	0	143	45	370	1 119
Suisse	1 407	224	192	30	105	1	137	35	115	568
<b>Total du CAD</b>	<b>101 526</b>	<b>26 471</b>	<b>9 619</b>	<b>4 717</b>	<b>2 224</b>	<b>2 062</b>	<b>2 071</b>	<b>1 777</b>	<b>5 748</b>	<b>46 837</b>

1. La colonne I correspond à la différence entre la colonne A, moins les colonnes B jusqu'à H, qui renvoient aux versements effectifs, et la colonne J, qui est un chiffre budgétisé.

2. La catégorie *Autres* comprend : la recherche sur le développement dans le pays donneur, la sensibilisation aux questions de développement et l'aide consentie par les collectivités locales des pays donateurs.

Source : OCDE (2008), *Rapport sur l'Enquête 2008 relative aux politiques d'affectation de l'aide et les plans de dépenses indicatifs*, [www.oecd.org/dac/scalingup](http://www.oecd.org/dac/scalingup).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/527535157226>

l'enquête a appliqué un seuil fixé à 250 000 USD : les programmes-pays dont le montant total est inférieur à ce seuil sont exclus de l'analyse.

L'analyse couvre 33 donateurs recensés dans l'Enquête du CAD. Ce sont tous des membres du CAD ou d'importants organismes multilatéraux – Banque mondiale, banques régionales de développement (Banque africaine de développement, Banque asiatique de développement, Banque interaméricaine de développement), fonds mondiaux (Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, Fonds pour l'environnement mondial) et principales institutions des Nations Unies (PNUD, UNICEF, FNUAP, FIDA).

En 2005, les membres du CAD ont fourni 47 milliards USD d'APP bilatérale, soit quelque 46 % du total de l'APD brute bilatérale de cette année-là (comme le montrent le tableau 2.1


et le graphique 2.1). Dans le cas des organismes multilatéraux, l'APP consiste en dépenses financées sur les ressources centrales pour des activités opérationnelles dans les pays partenaires. Pour les banques multilatérales de développement, seules les ressources concessionnelles (crédits et dons) sont prises en compte. L'APP des organisations multilatérales couvertes s'est chiffrée à 13.6 milliards USD en 2005 (voir le tableau 2.2). La somme de ces apports porte l'APP globale à quelque 60.4 milliards USD pour 2005.

**Tableau 2.2. Estimation de l'aide-pays programmable en provenance de quelques organismes multilatéraux en 2005**

Versements bruts 2005, millions USD

	APP 2005 niveau de référence
La Banque mondiale et les banques régionales (crédits concessionnaires et dons)	10 987
Agences de l'ONU : PNUD, UNICEF, FNUAP, FIDA (contributions centrales)	1 454
Les Fonds globaux : Le Fonds global, FEM	1 171
Total multilatéraux	13 611

Source : OCDE (2008), *Rapport sur l'Enquête 2008 relative aux politiques d'affectation de l'aide et les plans de dépenses indicatifs*, [www.oecd.org/dac/scalingup](http://www.oecd.org/dac/scalingup).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/527547720077>

## Quel est le degré de concentration et de fragmentation de l'aide?

Sur la base de l'analyse décrite dans ce chapitre, dans quelle mesure l'aide est-elle fragmentée ou concentrée? Les réponses à cette question sont résumées dans une série de tableaux et cartes commençant avec le tableau 2.3, qui présente la situation du point de vue du donneur.

« Concentration des donneurs couverts par l'enquête » (tableau 2.3) : Le tableau donne une vue d'ensemble de la concentration et de la fragmentation du point de vue du donneur en mesurant la portée des programmes de coopération de chaque donneur :

- La colonne A indique l'APP moyenne de chaque donneur pour 2005 et 2006 en USD.
- La colonne B indique la part de chaque donneur dans le total de l'APP pour ces mêmes années. Les États-Unis (21.7 %), le Japon (14.1 %), l'IDA (13.4 %) et la CE (10.4 %) comptent chacun pour plus de 10 % de l'APP totale. La part du Portugal, du Luxembourg, de la Nouvelle-Zélande, du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et de la Grèce représentait chacune pas plus de 0.2 %.
- La colonne C indique le nombre total de pays partenaires avec lesquels les pays ont travaillé, qui se situe dans une fourchette allant de 144 pour la CE à 20 pour le Portugal.
- La colonne D indique le nombre de pays partenaires auxquels le donneur a consenti une part proportionnellement plus importante que sa part moyenne dans le total de l'APP.
- La colonne E indique à quel pourcentage correspond le nombre de partenaires qui reçoit une aide supérieure à la moyenne sur le nombre total de partenaires d'un donneur. Plus élevé est le pourcentage, plus grande est la concentration du programme de coopération du donneur. La mesure de la concentration va d'un maximum de 100 % pour le Fonds spécial de la Banque interaméricaine, eu égard à sa concentration sur la région de l'Amérique latine, à 27 % pour les États-Unis, pays dont la part de l'APP totale et de l'ensemble des programmes est élevée dans 128 pays.

Tableau 2.3. **Concentration des donateurs couverts par l'enquête**  
Versements bruts, moyenne 2005-06

	APP totale Définition du CAD (millions de USD)	Part du donneur de l'APP totale (%)	Nombre de partenaires	Nombre de pays bénéficiaires recevant une part au-dessus de la part moyenne	Mesure de concentration (D en % de C)
	A	B	C	D	E
États-Unis	12 967	21.7	128	34	27
Japon	8 416	14.1	135	44	33
CE	6 219	10.4	144	82	57
Royaume-Uni	3 177	5.3	93	36	39
France	2 740	4.6	123	50	41
Allemagne	2 723	4.5	110	59	54
Pays-Bas	1 601	2.7	93	42	45
Suède	1 080	1.8	91	44	48
Norvège	1 003	1.7	88	42	48
Canada	974	1.6	100	35	35
Australie	955	1.6	50	24	48
Danemark	905	1.5	71	27	38
Espagne	831	1.4	81	42	52
Italie	519	0.9	76	32	42
Suisse	501	0.8	86	38	44
Belgique	498	0.8	83	39	47
Irlande	347	0.6	56	23	41
Finlande	241	0.4	62	27	44
Autriche	158	0.3	53	27	51
Portugal	146	0.2	20	11	55
Luxembourg	128	0.2	40	25	63
Nouvelle-Zélande	122	0.2	43	25	58
Grèce	119	0.2	34	23	68
<b>Total du CAD</b>	<b>46 372</b>	<b>77.4</b>			
IDA	8 012	13.4	76	50	66
BAsD	1 372	2.3	26	18	69
Le Fonds mondial	1 104	1.8	104	65	63
FAD	926	1.5	37	32	86
BID F. Sp.	479	0.8	24	24	100
UNICEF	475	0.8	120	67	56
PNUD	402	0.7	120	72	60
FIDA	328	0.5	72	52	72
FNUAP	276	0.5	112	67	60
FEM	139	0.2	66	41	62
<b>Total principaux multilatéraux</b>	<b>13 513</b>	<b>22.6</b>			
<b>Total</b>	<b>59 886</b>	<b>100.0</b>			

Notes : Les données relatives à l'APP renvoient aux versements moyens en 2005 et 2006, à l'exclusion des petits programmes-pays d'un montant inférieur au seuil de 250 000 USD et de l'aide régionale et multipays.

Les rangées apparaissant sur fond grisé renvoient aux donateurs allouant à la majorité de leurs pays partenaires une APP inférieure à la part moyenne de ces donateurs dans l'APP totale. Il s'agit de programmes répartis sur un grand nombre de pays partenaires ou, dans certains cas, sur quelques grands pays partenaires parallèlement à quelques programmes dans d'autres pays.

Source : OCDE (2008), *Rapport sur l'Enquête 2008 relative aux politiques d'affectation de l'aide et les plans de dépenses indicatifs*, [www.oecd.org/dac/scalingup](http://www.oecd.org/dac/scalingup).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/527567674464>

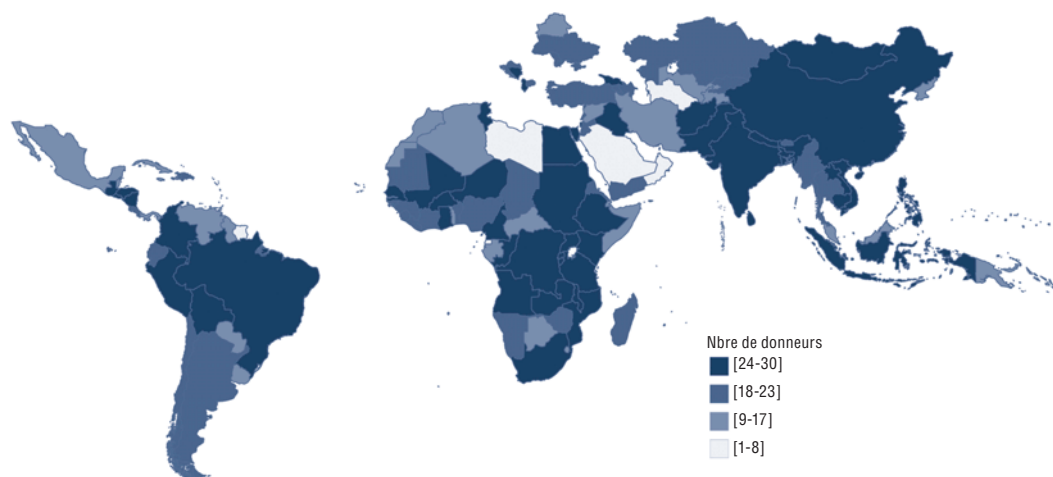
- Les donateurs qui apparaissent en grisé sont ceux dont l'aide est relativement fragmentée – ceux qui prêtent assistance à un nombre relativement élevé de pays en développement. La mesure de la concentration de leur aide donne un pourcentage inférieur à 50 %, ce qui signifie que la part de chacun de ces donateurs dans l'APP à la

majorité de leurs partenaires est inférieure à leur part globale dans l'APP totale allouée. Cela est révélateur d'un ensemble de programmes qui ciblent quelques grands pays partenaires et une dissémination des programmes sur un grand nombre de pays partenaires. Dans ce dernier cas, cela dénote des possibilités pour les donateurs de mieux cibler leur aide de façon à devenir des partenaires plus importants, mais dans un nombre plus restreint de pays.

La carte présentée dans le graphique 2.2 dresse le tableau du point de vue des pays en développement en indiquant le nombre de donateurs couverts par l'enquête présents dans chaque pays. Le maximum est de 30 (Chine et Mozambique) et le minimum de 1 (Mayotte). Chaque groupe figuré dans la carte est égal en taille (chaque groupe rassemble 38 pays partenaires). En 2005-06, 38 pays partenaires<sup>2</sup> comptaient au moins 25 donateurs du CAD et donateurs multilatéraux. À l'autre extrême, 38 pays<sup>3</sup> – principalement de petits États insulaires – regroupaient au total moins de 10 donateurs.

**Graphique 2.2. Nombre de donateurs du CAD et de grands organismes multilatéraux par pays**

Versements bruts d'APD, 2005-06



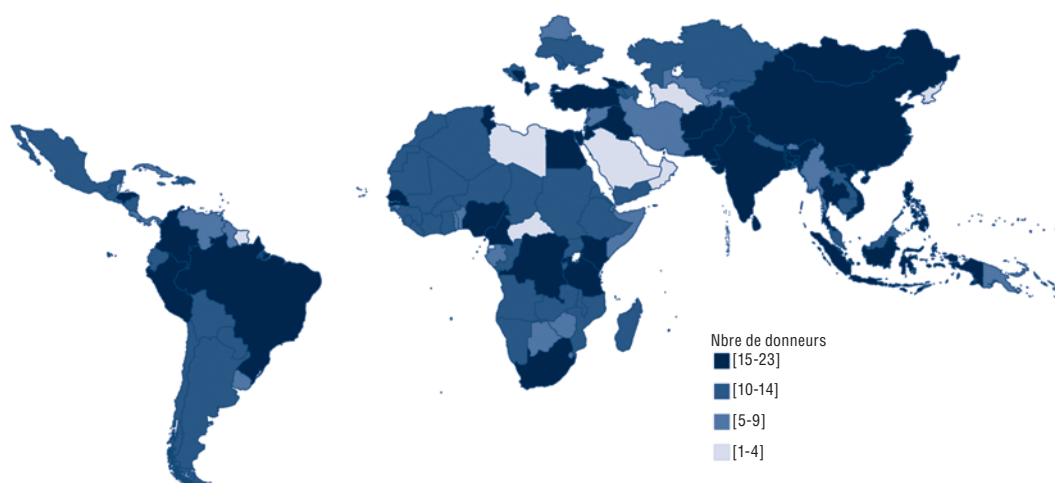
Source : OCDE (2008), *Rapport sur l'Enquête 2008 relative aux politiques d'affectation de l'aide et les plans de dépenses indicatifs*, [www.oecd.org/dac/scalingup](http://www.oecd.org/dac/scalingup).

L'aide présente un degré de fragmentation élevé lorsque les pays partenaires ont à traiter avec un grand nombre de donateurs qui représentent ensemble une faible part de l'APP. Cette prolifération de donateurs peut mettre en péril l'appropriation par les pays et mettre à rude épreuve des capacités institutionnelles déjà limitées. Plus le nombre des donateurs qui, collectivement, ne représentent pas plus de 10 % de l'APP est élevé, plus marquée est la fragmentation. Lorsque 15 donateurs ou plus se partagent une part de l'APP qui ne dépasse pas 10 % du total, on considère que la fragmentation pose un problème. La carte du graphique 2.3, qui met en évidence les 32 pays<sup>4</sup> où les donateurs ont amplement la possibilité de mieux concentrer leur aide, donne une illustration du phénomène (le tableau 2.5, à la fin du chapitre, détaille quels donateurs travaillent dans quels pays partenaires).



Graphique 2.3. **Possibilités de concentration : Nombre de donateurs qui, ensemble, comptent pour moins de 10 % de l'aide consentie à un pays**

Versements bruts d'APP, 2005-06



Source : OCDE (2008), Rapport sur l'Enquête 2008 relative aux politiques d'affectation de l'aide et les plans de dépenses indicatifs, [www.oecd.org/dac/scalingup](http://www.oecd.org/dac/scalingup).

## Vers une meilleure répartition des tâches

Les donateurs et les pays en développement doivent-ils chercher à réduire la fragmentation de l'aide? Selon les principes de la Déclaration de Paris, la réponse est un « oui » sans équivoque. Il apparaît en effet que l'excèsif morcellement de l'aide à l'échelon mondial, national ou sectoriel nuit à l'efficacité de l'aide. La Déclaration de Paris invite donc les donateurs à déléguer leurs pouvoirs selon des modalités de nature à promouvoir la répartition des tâches et réduire les coûts d'acheminement de l'aide.

Instaurer une répartition des tâches satisfaisante suppose de fait de décider quel(s) donneur(s) doi(ven)t faire quoi dans chaque pays en développement. L'objectif peut être poursuivi sur deux plans :

- **National** : Cet aspect renvoie au nombre de donateurs présents dans chaque pays et chaque secteur. L'idée est d'encourager chacun des donateurs à s'interroger sur son rôle dans le pays et à déployer ses activités sur un nombre plus restreint de secteurs (sans diminuer pour autant son aide globale).
- **International** : Cet aspect renvoie à l'équilibre du nombre des donateurs dans les différents pays bénéficiaires. L'idée est d'assurer que chaque pays ayant besoin d'aide en reçoive, sans qu'il y ait une concentration excessive dans des pays « enfants chéris » des donateurs au détriment de pays « orphelins » de l'aide.

Le Programme d'action d'Accra, approuvé au troisième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide (Accra, septembre 2008), prend appui sur la Déclaration de Paris pour définir quatre axes spécifiques à suivre en vue de promouvoir la répartition des tâches<sup>5</sup>.

« Dans cette optique :

- a) Les pays en développement animeront la réflexion sur la définition du rôle optimal que peuvent jouer les donateurs à l'appui des efforts de développement déployés aux niveaux national, régional et sectoriel. Les donateurs respecteront les priorités des pays en développement en veillant à ce que les nouvelles dispositions en matière de division

du travail n'entraînent pas une diminution de l'aide allouée aux différents pays en développement.

- b) Les donateurs et les pays en développement agiront en concertation avec le Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide afin de mettre au point des principes de bonnes pratiques concernant une division du travail dirigée orientée par les pays. À cette fin, ils élaboreront des plans en vue d'assurer la meilleure coordination possible de la coopération pour le développement. Nous évaluerons les progrès réalisés à cet égard à partir de 2009.
- c) Nous instaurerons un dialogue sur la répartition des tâches entre les pays d'ici juin 2009.
- d) Nous engagerons une réflexion sur la situation des pays recevant des apports d'aide d'un niveau insuffisant. »

### Répartition des tâches au sein des pays

Il est essentiel que ce soit les pays en développement eux-mêmes qui aient la maîtrise du processus de reconfiguration de la division du travail entre les donateurs. Lors du Forum d'Accra, les participants à la table ronde n° 3 (*Harmoniser et conduire les activités d'aide différemment au niveau des pays en rationalisant l'acheminement de l'aide et la répartition des tâches*) se sont penchés sur cette problématique et ont examiné des études de cas illustrant en particulier comment l'Ouganda et la Zambie avaient abordé la question de la division du travail entre les donateurs<sup>6</sup>.

Le cas de l'Ouganda (encadré 2.2) a suscité une proposition visant à poursuivre la mise au point d'une méthodologie propre à mesurer les progrès et les résultats des mécanismes prévus pour encourager la répartition des tâches dans les pays concernés. Les participants à la table ronde ont salué l'élaboration d'un projet d'ensemble de principes de bonne pratique sur la division du travail au sein des pays qui pourra constituer un instrument

#### Encadré 2.2. Étude de cas : Harmonisation et division du travail en Ouganda

L'exercice de division du travail (DdT) en Ouganda s'est articulé autour des principales étapes suivantes : i) une solide cartographie de l'information sur l'aide; ii) la mise en regard des informations financières sur l'aide et des données du budget national et du cadre de dépenses à moyen terme (CDMT); iii) une évaluation des avantages comparatifs des donateurs; et iv) la négociation d'accords de répartition des tâches, allant de la réaffectation de certaines contributions des donateurs ou du recours plus fréquent à des formes de coopération déléguée à l'établissement d'accords pour désigner un donneur chef de file.

Les principaux obstacles rencontrés étaient les suivants : i) l'absence de nouveaux donateurs, ou d'autres sources de financement (ex. : fonds verticaux) n'entrant pas dans le processus de DdT; ii) le soutien déséquilibré à des secteurs « mieux lotis » aux dépens d'autres secteurs; iii) la nécessité de définitions plus balisées des rôles respectifs des donateurs, entre les donateurs « chefs de file », les donateurs « silencieux » et les donateurs « complémentaires »; iv) le sentiment que les donateurs font bloc, coordonnent leurs positions et leurs concours sans prendre suffisamment en compte les orientations souhaitées par le gouvernement concerné et son rôle dans la conduite du processus; et v) la nécessité d'établir des indicateurs pour mesurer les progrès et l'impact du processus de DdT. L'étude a montré que l'impulsion forte donnée par le gouvernement était la variable la plus importante dans la réussite et l'impact des mécanismes de division du travail au sein des pays.

### Encadré 2.2. **Étude de cas : Harmonisation et division du travail en Ouganda** (suite)

Les avantages directs tirés du processus de DdT ont été les suivants : i) une plus grande transparence en ce qui concerne les apports d'aide; ii) une réduction des coûts de transaction pour le pays partenaire; iii) une répartition de l'aide plus « rationnelle », axée sur les résultats; iv) l'utilisation des contributions des donateurs en fonction de leur avantage comparatif; et v) un meilleur alignement des contributions extérieures aux priorités et programmes des pays.

Source : <http://siteresources.worldbank.org/ACCRAEXT/Resources/4700790-1210008992554/4968817-1219870888132/C02-Uganda.pdf>.

### Encadré 2.3. **Principes internationaux de bonne pratique sur la division du travail au niveau des pays**

1. Les résultats au regard du développement peuvent être améliorés si les bailleurs de fonds, individuellement et collectivement, s'appliquent à rationaliser leurs activités au niveau des pays.
2. Les pays partenaires doivent prendre la direction du processus de répartition des tâches en concertation avec les donateurs, de sorte que la société civile et le secteur privé puissent y prendre part en toute transparence.
3. Pays partenaires et donateurs doivent s'engager à éviter les doublons et la fragmentation de l'aide en assurant une utilisation optimale des ressources allouées au développement au niveau des secteurs, des domaines thématiques, des unités géographiques ou des modalités de l'aide.
4. Les négociations sont un maillon nécessaire à la finalisation du processus nécessitant une certaine souplesse des deux parties. Tous les acteurs s'efforcent de trouver des solutions pragmatiques et réalistes.
5. La division du travail n'étant qu'un outil au service de l'efficacité de l'aide, les donateurs s'engagent à harmoniser et à mieux coordonner le soutien qu'ils apportent au renforcement des capacités dans l'optique de la gestion globale de l'aide.
6. L'impact du processus de division du travail sur le volume global de l'aide consentie à un pays doit être neutre.
7. Pays partenaires et donateurs doivent mesurer la valeur ajoutée qu'apporte la division du travail.
8. Pays partenaires et donateurs doivent communiquer autour de la valeur ajoutée qu'apporte la division du travail.

Source : <http://siteresources.worldbank.org/ACCRAEXT/Resources/4700790-1210008992554/4968817-1219870888132/B01-International-Good-Practice-Principles-on-In-Country-DoL.pdf>.

utile pour guider les processus mis en œuvre à cet égard et en ont recommandé l'examen par le Groupe de travail du CAD sur l'efficacité de l'aide (encadré 2.3). Cet ensemble vient compléter les principes déjà incarnés par le Code de conduite de l'Union européenne sur la division du travail dans la politique de développement et les directives qui sous-tendent le Plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.

Les échanges de vues auxquels a donné lieu la table ronde ont abordé un certain nombre de risques et difficultés inhérents à la division du travail au niveau des pays. Par exemple :

- Le désir d'agir au plus vite pourrait pousser les bailleurs de fonds à élaborer des exercices de division du travail de leur crû, risquant ainsi de mettre en péril le processus d'appropriation par le pays partenaire et la maîtrise qu'exerce ce dernier sur le processus de développement.
- L'évaluation de l'avantage comparatif des donneurs est techniquement difficile et politiquement sensible. Il convient de prendre en compte leur expérience du secteur, leur expérience du pays, les capacités et le comportement du personnel ainsi que le volume du financement; et c'est au pays partenaire que doit revenir la décision finale.
- Une bonne répartition du processus de répartition des tâches entre les donneurs repose sur la transparence et les capacités; il appartient aux donneurs de fournir en temps utile des informations réalistes sur les engagements souscrits au titre de l'aide et les versements correspondants, et de contribuer au renforcement des capacités de gestion de l'aide, y compris par la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire.
- Il faut préserver une « diversité gérée » de façon à maintenir un panachage d'instruments de l'aide et de modalités d'acheminement.
- Des programmes globaux sont envisageables s'ils sont intégrés dans les stratégies et programmes sectoriels.
- Il importe d'assurer que des questions transversales telles que l'égalité hommes-femmes, l'environnement et les droits de l'homme sont prises en compte par les pays partenaires comme par les pays donneurs dans les échanges auxquels donne lieu la répartition des tâches au niveau des pays.

Une gestion rigoureuse des processus de répartition des tâches au niveau des pays peut grandement contribuer à la mise en œuvre du programme d'action global à l'appui de l'efficacité de l'aide en favorisant une réelle appropriation par les pays partenaires, en améliorant l'alignement des donneurs sur les priorités nationales et en contribuant à une meilleure gestion des résultats en matière de développement dans les pays partenaires, telle est l'une des principales conclusions dégagées de la table ronde.

### **Répartition des tâches entre les pays**

La question de la répartition des tâches entre les pays a jusqu'ici moins retenu l'attention que la répartition des tâches au sein des pays. Or l'engagement énoncé dans le Programme d'action d'Accra, qui consiste à instaurer « ... un dialogue sur la répartition des tâches entre les pays d'ici juin 2009 », place désormais la question au cœur des préoccupations. L'analyse présentée dans ce chapitre fournit une information essentielle pour enrichir ce dialogue, et l'Enquête du CAD apporte les données élémentaires requises pour permettre d'infléchir la répartition de l'aide entre les pays.

Les données indiquent, par exemple, qu'en 2005-06, 38 pays partenaires ont reçu de l'aide d'au moins 25 donneurs du CAD ou organismes multilatéraux. Dans 24 de ces pays, 15 donneurs ou plus ont collectivement représenté moins de 10 % de l'aide totale consentie à chacun de ces pays. À l'autre extrême, 38 pays – essentiellement de petits États insulaires – ne regroupaient au total que 10 donneurs. Ces résultats – en particulier lorsqu'ils sont analysés plus à fond en fonction des secteurs où est actif chaque donneur –

ouvrent des pistes sur les possibilités de réduire le nombre d'acteurs avec lesquels doit traiter chaque partenaire. Parallèlement, les données montrent sans conteste que dans certains pays, généralement des États fragiles, c'est plus de donneurs qu'il faudrait, et non moins, pour renforcer la diversification de l'aide et en accroître le volume sans entraîner des coûts de transaction inutiles.

### **Répartition des tâches entre les secteurs**

Un des moyens de réduire les effets de la fragmentation et d'abaisser les coûts de transaction consiste, pour les donneurs, et en particulier les plus petits d'entre eux, à concentrer leur aide à l'échelon sectoriel. Le Viet Nam – qui regroupe 29 donneurs, dont 17 fournissent ensemble seulement 10 % de l'aide qu'il reçoit – offre une parfaite illustration des possibilités de rationalisation. Quelque 24 donneurs sont présents dans le secteur de la santé au Viet Nam et le plus petit donneur, l'Autriche – qui fournit seulement 0.04 % de l'aide totale allouée au pays – se place pourtant au 3<sup>e</sup> rang des donneurs dans ce secteur, avec à son actif 9.3 % de l'aide consacrée à la santé au Viet Nam. La Suisse offre un autre exemple de spécialisation. Seizième donneur en faveur du Viet Nam, elle apporte 0.9 % de l'aide totale consentie à ce pays; or, si elle arrive en dernière place dans le secteur de la santé, elle est le 9<sup>e</sup> donneur dans le secteur des infrastructures économiques, avec 3.8 % du total.

### **États fragiles**

Même si le présent chapitre traite essentiellement des moyens d'améliorer l'efficacité de l'aide en réduisant le nombre de pays donateurs actifs dans les pays en développement, la matrice qui figure à la fin du chapitre montre que dans certains pays, en particulier les États fragiles, il faudrait plus de donneurs, et non moins, de façon à renforcer la diversification de l'aide et à l'intensifier sans induire pour autant des coûts de transaction superflus. Le Groupe sur les États fragiles du CAD a recensé quatre catégories de pays dans lesquels il conviendrait de surveiller le niveau des apports d'aide :

- a) les pays qui reçoivent moins d'aide que ce que l'on pourrait attendre, compte tenu de l'ampleur de leurs besoins, par rapport à des pays dont la performance constatée, sur le plan des institutions et des mesures adoptées, est comparable ;
- b) les pays caractérisés par d'amples besoins, une gouvernance médiocre et de faibles capacités, dans lesquels, pour un grand nombre, une intensification de l'aide ne se justifierait pas, mais qui nécessiteraient néanmoins un engagement international cohérent ;
- c) les pays dont le niveau des apports d'aide s'améliore, et qui nécessitent un soutien international suivi (les données d'observation indiquent que dans les situations d'après-crise, l'aide s'amenuise au moment même où les pays atteignent un stade où ils pourraient tirer parti de cette aide avec davantage d'efficacité) ;
- d) les pays qui n'ont accès qu'à un nombre restreint de donneurs (par exemple, seulement trois donateurs bilatéraux ont fourni les deux tiers de l'APP totale allouée à la République centrafricaine, à la Côte d'Ivoire et au Liberia en 2005).

Si la concentration de l'aide des donateurs doit être encouragée, les évolutions des priorités et des politiques des donateurs peuvent influencer considérablement sur la prévisibilité des apports d'aide aux pays tributaires de seulement quelques donateurs<sup>7</sup>.

**Tableau 2.4. Viet Nam : APP totale et APP allouée à certains secteurs**  
Moyenne 2005-06

Country level			Santé			Infrastructure économique		
Donneur	Part de l'APP (%)	Cumulatif (%)	Donneur	Part de l'APP (%)	Cumulatif (%)	Donneur	Part de l'APP (%)	Cumulatif (%)
Japon	34.5	34	Japon	22.9	23	France	22.8	23
IDA	18.3	53	États-Unis	18.6	41	Japon	21.8	45
BAsD	10.0	63	Autriche	9.3	51	Allemagne	15.3	60
France	5.8	69	France	6.7	57	Danemark	6.4	66
Royaume-Uni	4.2	73	CE	6.1	64	Belgique	6.1	72
Danemark	3.5	76	Allemagne	5.8	69	Pays-Bas	5.4	78
Allemagne	3.0	79	Le Fonds global	5.4	75	CE	4.2	82
Pays-Bas	2.9	82	Luxembourg	4.1	79	Suède	3.9	86
Canada	2.6	85	Royaume-Uni	3.0	82	Suisse	3.8	90
Australie	2.4	87	Finlande	2.5	84	<i>Norvège</i>	2.5	92
Suède	2.1	89	Belgique	2.5	87	<i>Australie</i>	1.9	94
CE	2.1	91	UNICEF	2.4	89	<i>Canada</i>	1.6	96
<i>États-Unis</i>	1.6	93	IDA	2.2	91	<i>Royaume-Uni</i>	1.4	97
<i>Finlande</i>	0.9	94	<i>Suède</i>	2.1	94	<i>Finlande</i>	1.0	98
<i>Belgique</i>	0.9	95	<i>Pays-Bas</i>	2.0	95	<i>États-Unis</i>	0.9	99
<i>Suisse</i>	0.9	96	<i>Espagne</i>	1.1	97	<i>Irlande</i>	0.5	99
<i>Norvège</i>	0.7	96	<i>Canada</i>	0.9	97	<i>Luxembourg</i>	0.4	100
<i>Espagne</i>	0.7	97	<i>Nlle-Zélande</i>	0.7	98	<i>Nlle-Zélande</i>	0.1	100
<i>Luxembourg</i>	0.5	98	<i>Irlande</i>	0.7	99	<i>Espagne</i>	0.0	100
<i>The Fonds global</i>	0.4	98	<i>Norvège</i>	0.4	99			
<i>FIA</i>	0.4	98	<i>Australie</i>	0.4	100			
<i>UNFPA</i>	0.3	99	<i>Danemark</i>	0.2	100			
<i>PNUD</i>	0.3	99	<i>ONUSIDA</i>	0.2	100			
<i>Irlande</i>	0.3	99	<i>Suisse</i>	0.0	100			
<i>UNICEF</i>	0.2	100						
<i>Nlle-Zélande</i>	0.2	100						
<i>Italie</i>	0.1	100						
<i>FEM</i>	0.1	100						
<i>Autriche</i>	0.0	100						
<b>Total APP (mill. de USD)</b>	<b>1 996</b>		<b>Total santé (mill. de USD)</b>	<b>111</b>		<b>Total Infrastructure économique (mill. de USD)</b>	<b>61</b>	

Note : Les pays apparaissant en italiques fournissent ensemble moins de 10 % de l'aide allouée au secteur/de l'aide totale.

Source : OCDE (2008), *Rapport sur l'Enquête 2008 relative aux politiques d'affectation de l'aide et les plans de dépenses indicatifs*, [www.oecd.org/dac/scalingup](http://www.oecd.org/dac/scalingup).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/527575176385>

## Matrice des donateurs actifs dans les pays partenaires

Les cartes figurant dans ce chapitre donnent une vue d'ensemble schématique de la fragmentation et de la concentration de l'aide. Toutefois, si l'on veut que la présente analyse contribue à faire évoluer les choix en matière de répartition de l'aide, donateurs et partenaires ont besoin de disposer de détails sur les donateurs qui sont actifs dans tel ou tel pays, que fournit la matrice du tableau 2.5. Un marquage graphique met en évidence les donateurs qui sont les principaux acteurs dans un pays donné, et les pays partenaires qui reçoivent une part supérieure à la moyenne de l'APP consentie par un donneur.

Tableau 2.5. **Quels donneurs dans quels pays partenaires? Aide-pays programmable par donneur et pays partenaire**

APP moyenne 2005-06 (en USD constants de 2005) de 33 donneurs à 153 pays

Légende:

La Catégorie A s'applique aux donneurs (colonnes). Elle accentue les partenaires "au-dessus de la moyenne" pour ce donneur; c.-à-d. le donneur verse plus que sa part moyenne d'APP globale à ce partenaire (Rangée 7). **Bleu foncé** quand le donneur est également dans la Catégorie B (un des donneurs fournissant cumulativement plus de 90% d'APP à ce partenaire). **Bleu clair** quand il est dans le dernier décile de donneurs de ce partenaire.

**A noter:** Les programmes totalisant moins de USD 250,000 sont exclus.

La Catégorie B s'applique aux partenaires (rangées). Elle accentue les donneurs qui sont les principaux acteurs pour ce partenaire; c.-à-d. ceux fournissant cumulativement plus de 90% d'APP à ce partenaire. **Bleu foncé** quand le donneur est également dans la Catégorie A (verse plus que sa part moyenne d'APP globale à ce partenaire). **Gris clair** quand le donneur verse moins que sa part

\* État Fragile

Les cellules qui ne sont **pas accentuées**, dénotent que le donneur est dans le dernier décile de donneurs de ce pays et le pays n'est pas un partenaire supérieur à la moyenne pour ce donneur. Pourcentages (rangées cumulent à 100%)

Partenaires		Donneurs	Nombre de donneurs		Donneurs Cat. A & B	APP (USD mio.)	APP moyenne par donneur (USD mio.)	Donneurs																															
			Allemagne	Australie				Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Espagne	États-Unis	Finlande	France	Grèce	Irlande	Italie	Japon	Luxembourg	Nlle-Zélande	Norvège	Pays-Bas	Portugal	Royaume-Uni	Suède	Suisse	CE	BID F. SP.	FATD	FASD	FEM	FIDA	FNUAP	Le Fonds mondial	IDA	PNUD	UNICEF	
Nombre de partenaires			110	50	53	83	100	71	81	128	62	123	34	56	76	135	40	43	88	93	20	93	91	86	144	24	37	26	66	72	112	104	76	120	120				
Nombre de partenaires dans la Catégorie A			59	24	27	39	35	27	42	34	27	50	23	23	32	44	25	25	42	42	11	36	44	38	82	24	32	18	41	52	67	65	50	72	67				
Nombre de partenaires dans les Catégories A & B			59	20	7	20	25	35	34	4	50	3	10	19	44	4	11	38	42	5	36	41	24	82	14	29	15	4	9	10	56	50	22	25					
APP (USD Millions)			2723	955	158	498	974	905	831	12967	241	2740	119	347	519	8416	128	122	1003	1601	146	3177	1080	501	6219	479	926	1372	139	328	276	1104	8012	402	475				
APP moyenne par partenaire (USD millions)			25	19	3	6	10	13	10	101	4	22	3	6	7	62	3	3	11	17	7	34	12	6	43	20	25	53	2	5	2	11	105	3	4				
Part du donneur de l'APP totale (en %)			4.5	1.6	0.3	0.8	1.6	1.5	1.4	21.7	0.4	4.6	0.2	0.6	0.9	14.1	0.2	0.2	1.7	2.7	0.2	5.3	1.8	0.8	10.4	0.8	1.5	2.3	0.2	0.5	0.5	1.8	13.4	0.7	0.8				
Europe																																							
Albanie	26	11	7	296	11	8.8	-	1.5	0.1	0.2	0.1	1.7	13.8	0.2	1.0	7.1	0.3	8.2	4.0	0.6	-	1.9	2.4	-	1.2	3.5	3.1	25.4	-	-	-	0.1	0.5	0.2	-	13.3	0.6	0.4	
Bélarus	14	7	5	36	3	13.0	-	0.8	-	1.3	2.0	2.4	18.3	-	2.2	-	-	-	0.8	-	-	-	-	-	-	-	18.5	-	27.7	-	-	-	0.8	8.3	-	2.0	2.0		
Bosnie-Herzégovine	26	11	7	425	16	3.1	-	3.9	0.2	1.0	0.2	4.7	13.0	0.9	0.5	1.1	0.4	0.9	4.0	-	-	4.1	3.0	1.8	1.4	9.9	3.2	31.7	-	-	-	0.7	0.1	0.2	9.6	0.2	0.2		
Croatie	18	6	5	145	8	5.6	-	2.6	0.6	0.2	0.3	0.4	18.2	-	1.9	-	-	0.3	0.6	-	-	8.6	-	-	0.7	3.6	-	53.2	-	-	-	1.3	-	-	1.2	-	0.5	0.2	
Macédoine (ERYM)	20	10	7	215	11	9.9	-	1.5	-	-	-	1.0	19.6	0.2	1.1	1.2	-	2.6	5.1	-	-	5.6	9.2	-	0.8	5.6	3.5	26.9	-	-	-	1.4	-	0.9	3.1	0.6	0.4		
Moldova	22	12	8	124	6	4.2	-	1.2	-	0.4	0.5	-	19.8	0.4	1.0	1.6	-	-	4.1	-	-	2.1	6.1	-	2.3	8.1	2.6	16.0	-	-	-	1.9	1.9	0.3	2.5	20.5	1.7	0.7	
Monténégro	10	5	5	35	4	-	-	4.6	-	-	-	-	30.6	-	-	1.8	-	1.8	-	3.2	-	-	-	-	-	-	3.2	1.9	32.7	-	-	-	-	0.9	19.3	-	-		
Serbie	28	11	8	781	28	7.4	0.0	2.9	0.1	1.0	0.5	1.3	20.7	1.0	1.0	5.2	0.2	1.2	0.8	0.8	-	3.6	0.9	0.9	1.2	4.9	6.0	28.7	-	-	-	0.1	-	0.1	0.4	8.8	0.1	0.1	
Turquie	21	5	5	769	37	5.9	-	1.8	1.8	0.1	0.1	6.6	1.0	-	5.9	0.5	-	-	21.9	-	-	0.1	0.6	-	0.2	0.4	0.1	51.9	-	-	-	0.3	-	0.2	0.2	-	0.1	0.2	
Ukraine	20	7	5	350	17	4.5	-	1.3	0.4	2.3	0.5	-	36.9	0.3	1.3	0.6	-	-	1.4	-	-	-	0.1	-	3.1	4.1	3.1	32.6	-	-	-	0.1	-	0.2	5.9	-	0.9	0.4	
Nord du Sahara																																							
Algérie	15	5	4	218	15	3.5	-	-	6.5	0.6	-	21.4	0.3	-	35.7	-	-	2.9	2.3	-	-	-	-	-	-	-	-	0.2	24.3	-	-	-	0.2	0.4	0.7	-	0.5	0.5	
Égypte	26	7	4	1159	45	10.4	-	0.1	-	1.4	1.9	2.5	42.8	0.4	2.9	0.3	0.0	0.7	5.2	-	-	0.0	1.1	-	1.1	0.2	0.5	21.1	-	0.5	-	0.0	0.9	0.2	0.1	5.3	0.1	0.2	
Libye	5	3	3	20	4	-	-	-	-	-	-	-	62.8	-	4.6	1.8	-	-	27.1	-	-	-	-	-	-	-	-	3.7	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Maroc	16	5	5	491	31	8.3	-	-	1.0	0.3	-	2.8	-	-	31.0	-	-	7.5	16.9	0.2	-	-	-	-	3.8	0.1	0.2	26.6	-	-	-	0.4	-	0.1	-	-	0.1	0.2	
Tunisie	24	6	5	780	32	9.2	-	0.1	1.4	0.6	0.2	4.9	2.7	0.0	23.0	-	-	3.7	11.2	0.2	-	0.1	0.1	-	0.1	0.4	40.1	-	0.1	-	0.2	0.6	0.4	0.3	-	0.1	0.2		
Sud du Sahara																																							
Afrique du Sud	28	12	10	775	28	4.8	0.5	0.1	1.8	2.0	2.9	0.1	17.5	1.8	14.1	0.1	2.3	0.3	2.2	0.2	0.2	1.8	6.9	0.1	12.7	2.8	1.0	20.4	-	-	-	0.5	-	0.1	2.4	-	0.2	0.2	
Angola*	25	15	10	257	10	1.8	-	-	0.7	0.7	1.1	4.0	10.1	0.8	3.3	-	1.0	3.4	6.2	-	-	7.1	1.8	6.5	3.1	1.9	0.4	16.2	-	0.7	-	-	1.0	0.8	8.2	13.4	2.2	3.5	
Bénin	20	12	9	336	17	7.5	-	-	3.7	6.1	10.1	0.1	5.8	-	12.5	-	-	3.4	0.9	-	-	6.9	-	-	0.1	2.6	13.0	-	8.3	-	-	1.8	0.6	2.6	12.0	0.8	1.1		
Botswana	15	7	4	75	5	3.9	0.5	-	-	1.9	1.3	-	43.5	-	1.8	-	-	2.8	-	-	-	2.6	1.1	-	-	1.3	-	34.2	-	-	-	-	1.2	1.8	-	0.7	1.3		
Burkina Faso	24	11	9	682	28	4.1	-	0.7	1.9	4.7	6.0	-	0.6	0.2	14.0	-	-	0.2	2.2	1.4	-	7.9	-	0.2	2.2	2.9	16.7	-	8.3	-	0.4	1.3	0.4	1.0	21.0	0.9	1.0		
Burundi*	25	12	9	229	9	2.0	-	0.3	8.5	0.4	0.3	-	5.8	-	3.9	-	0.3	3.6	0.2	0.2	-	1.9	4.2	-	2.1	0.8	0.5	15.2	-	5.7	-	0.4	1.5	0.5	4.7	31.5	2.5	2.8	
Cameroun	25	9	7	118	5	7.5	-	-	2.9	0.9	-	0.3	1.3	0.1	37.7	0.1	0.1	0.2	3.5	0.1	-	0.2	3.3	-	1.3	-	0.4	13.1	-	6.2	-	0.6	0.8	0.8	3.7	12.7	1.2	1.0	
Cap Vert	18	9	6	346	19	3.1	-	1.9	0.5	-	-	3.0	4.2	-	2.8	-	-	0.3	1.1	11.9	-	9.6	24.7	-	-	-	10.1	-	3.9	-	-	0.4	0.7	-	20.6	0.6	0.6		
Centrafricaine Rép.*	10	6	4	117	12	3.0	-	-	-	-	-	14.8	-	-	20.8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10.4	-	0.7	-	-	-	2.4	9.5	33.6	2.5	2.3		
Comoros*	7	4	4	18	3	-	-	-	-	-	-	-	50.1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	17.9	-	-	-	-	-	2.4	3.2	15.8	6.2	4.3		
Congo, Dém. Rép.*	24	8	5	458	19	3.4	-	-	7.6	0.2	0.2	0.8	5.2	-	2.9	0.1	0.5	-	2.0	-	-	1.5	1.4	0.1	1.1	1.3	0.2	22.1	-	2.3	-	-	0.1	0.2	3.7	42.9	0.2	0.3	
Congo, Rép.*	27	13	8	510	19	2.3	-	0.1	9.2	1.5	0.2	0.9	6.2	-	2.8	0.2	0.8	0.2	1.5	0.2	-	1.3	1.4	0.2	5.2	1.5	0.3	14.7	-	2.2	-	-	0.2	1.8	3.1	33.7	3.3	5.1	
Cote d'Ivoire*	20	8	7	139	7	7.4	-	-	2.3	0.7	-	0.6	16.8	0.3	34.1	-	-	0.6	1.0	-	-	1.0	-	-	0.7	0.2	0.8	16.7	-	0.8	-	-	1.3	1.6	6.7	-	2.8	3.8	
Djibouti*	11	6	4	68	6	-	-	-	-	-	-	-	10.1	-	50.4	-	-	-	1.5	6.6	-	-	-	-	-	-	3.1	-	4.2	-	-	-	0.8	4.8	16.2	1.0	1.2		
Erythrée*	21	11	7	135	6	2.7	-	-	0.5	1.2	1.4	-	5.0	-	0.5	-	-	1.3	9.9	4.9	-	7.9	1.4	-	-	0.5	0.3	10.2	-	7.4	-	1.5	1.4	3.9	33.2	2.7	2.3		
Ethiopie	26	13	9	1244	48	3.6	-	0.6	0.4	1.6	0.3	0.2	10.0	0.9	1.1	0.1	2.9	7.5	2.9	-	-	2.4	3.6	-	-	6.3	3.3	0.1	9.3	-	7.1	-	-	1.3	0.3	8.3	23.0	1.2	2.0
Gabon	10	4	3	68	7	0.9	-	-	0.9	-	-	-	2.1	-	54.9	-	-	-	6.6	-	-	-	-	-	-	-	26.1	-	-	-	-	-	0.4	6.4	-	0.8	0.9		
Gambie*	18	10	6	52	3	1.8	-	-	0.6	1.0	-	-	3.3	-	1.1	-	-	0.5	11.1	-	-	-	-	-	-	5.2	1.3	-	3.4	-	17.7	-	0.5	3.3	1.4	13.1	29.0	3.6	2.2
Ghana	24	11	7	1030	43	5.5	-	-	1.0	5.1	5.9	1.1	4.2	-	3.2	-	0.2	0.3	4.3	-	-	0.1	-	8.0	-	12.8	0.0	1.3	8.0	-	7.8	-	0.4	0.6	0.3	2.3	28.8	0.5	0.4
Guinée*	19	9	7	150	8	8.0	-	-	0.9	1.9	0.3	0.3	16.4	-	13.2	-	0.3	-	7.6	0.2	-	-	-	-	-	0.2	0.2	-	11.6	-	5.9	-							



Tableau 2.5. Quels donateurs dans quels pays partenaires? Aide-pays programmable par donneur et pays partenaire (suite)

APP moyenne 2005-06 (en USD constants de 2005) de 33 donateurs à 153 pays

**Légende:**

La Catégorie A s'applique aux donateurs (colonnes). Elle accentue les partenaires "au-dessus de la moyenne" pour ce donneur; c.-à-d. le donneur verse plus que sa part moyenne d'APP globale à ce partenaire (Rangée 7). **Bleu foncé** quand le donneur est également dans la Catégorie B (un des donateurs fournissant cumulativement plus de 90% d'APP à ce partenaire). **Bleu clair** quand il est dans le dernier décile de donateurs de ce partenaire.

La Catégorie B s'applique aux partenaires (rangées). Elle accentue les donateurs qui sont les principaux acteurs pour ce partenaire; c.-à-d. ceux fournissant cumulativement plus de 90% d'APP à ce partenaire. **Bleu foncé** quand le donneur est également dans la Catégorie A (verse plus que sa part moyenne d'APP globale à ce partenaire). **Gris clair** quand le donneur verse moins que sa part moyenne d'APP globale à ce partenaire.

**A noter:** Les programmes totalisant moins de USD 250,000 sont exclus. \* État Fragile

Les cellules qui ne sont **pas accentuées**, dénotent que le donneur est dans le dernier décile de donateurs de ce pays et le pays n'est pas un partenaire supérieur à la moyenne pour ce donneur. Pourcentages (rangées cumulent à 100%)

Partenaires	Donneurs	Nombre de donateurs	Donneurs Cat. A & B	APP (USD mio.)	APP moyenne par donneur (USD mio.)	Allemagne	Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Espagne	États-Unis	Finlande	France	Grèce	Irlande	Italie	Japon	Luxembourg	Nile-Zélande	Norvège	Pays-Bas	Portugal	Royaume-Uni	Suède	Suisse	CE	BID F. SP.	FA/D	FASD	FEM	FIDA	FINUAP	Le Fonds mondial	IDA	PNUD	UNICEF	
Nombre de partenaires		110	50	53	83	100	71	81	128	62	123	34	56	76	135	40	43	88	93	20	93	91	86	144	24	37	26	66	72	112	104	76	120	120					
Nombre de partenaires dans la Catégorie A		59	24	27	39	35	27	42	34	27	50	23	23	32	44	25	25	42	42	11	36	44	38	82	24	32	18	41	52	67	65	50	72	67					
Nombre de partenaires dans la Catégorie A & B		59	20	7	20	25	23	35	34	4	50	3	10	19	44	4	11	38	42	5	36	41	24	9	10	15	4	9	10	56	50	22	25						
APP (USD Millions)		2723	955	158	498	974	905	831	12967	241	2740	119	347	519	8416	128	122	1003	1601	146	3177	1080	501	6219	479	926	1372	139	328	276	1104	8012	402	475					
APP moyenne par partenaire (USD millions)		25	19	3	6	10	13	10	101	4	22	3	6	7	62	3	3	11	17	7	34	12	6	43	20	25	53	2	5	2	11	105	3	4					
Part du donneur de l'APP totale (en %)		4.5	1.6	0.3	0.8	1.6	1.5	1.4	21.7	0.4	4.6	0.2	0.6	0.9	14.1	0.2	0.2	1.7	2.7	0.2	5.3	1.8	0.8	10.4	0.8	1.5	2.3	0.2	0.5	0.5	1.8	13.4	0.7	0.8					
Guinée-Bissau*	18	9	8	64	4	0.4	-	-	0.7	0.4	-	3.7	0.8	-	3.9	-	-	0.6	-	-	-	-	2.0	18.0	-	-	0.6	34.1	-	7.3	-	1.3	-	1.7	2.1	15.3	4.3	2.8	
Guinée équatoriale	8	5	4	30	4	-	-	-	-	-	-	54.2	-	-	10.5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10.3	-	4.0	-	5.7	10.6	-	2.3	2.5			
Kenya	28	13	9	712	25	5.8	0.0	0.2	0.9	2.8	4.8	0.3	16.9	0.9	2.2	-	1.2	0.4	9.7	-	0.1	1.4	2.7	-	11.8	6.3	0.1	15.3	-	2.6	-	0.4	0.9	0.5	3.8	6.3	0.7	0.8	
Lesotho	18	10	7	71	4	6.5	-	-	0.6	0.4	-	3.5	-	-	-	-	18.9	-	8.3	-	-	1.3	-	-	-	-	10.5	-	0.8	6.9	-	2.1	2.5	0.5	6.1	17.5	2.1	1.7	
Liberia*	20	10	8	107	5	2.4	-	-	0.5	-	0.6	0.3	43.1	0.3	0.7	-	4.3	-	3.1	-	-	2.9	1.9	0.4	2.4	3.9	-	14.7	-	-	-	-	1.7	8.9	0.5	3.8	3.6		
Madagascar	20	8	6	594	30	1.7	-	-	0.1	0.1	-	5.3	-	-	13.0	-	-	0.0	5.3	-	-	2.2	0.1	-	1.2	-	1.0	22.6	-	6.9	-	0.3	0.8	0.2	2.8	34.0	1.4	1.0	
Malawi	24	11	7	496	21	4.4	0.1	-	0.1	1.4	0.8	0.1	8.7	0.2	0.1	-	1.1	-	4.2	-	-	8.4	2.5	-	18.3	3.4	-	12.4	-	5.5	-	0.6	0.5	0.8	4.4	19.1	1.5	1.4	
Mali	24	11	9	667	28	4.7	-	-	1.6	1.8	0.1	0.4	8.2	-	10.4	-	-	0.1	3.3	1.4	-	2.2	9.7	-	0.0	3.5	1.6	19.3	-	10.4	-	0.1	1.0	0.3	1.0	17.0	0.9	1.2	
Maurice	9	3	3	46	5	-	-	-	-	-	-	1.6	-	-	18.6	0.8	-	-	36.7	1.0	-	-	-	-	-	-	-	36.0	-	-	-	0.8	3.8	-	-	-	0.6	-	
Mauritanie	20	9	8	162	8	6.1	-	-	1.9	0.5	-	6.9	1.6	-	16.9	-	-	0.3	7.6	-	-	0.2	0.3	-	0.2	0.5	-	16.1	-	4.6	-	1.5	1.4	1.1	29.4	1.8	1.1		
Mayotte	1	1	1	268	268	-	-	-	-	-	-	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Mozambique	30	16	14	1307	44	3.9	0.1	0.4	0.4	4.2	5.1	1.7	6.4	2.0	1.3	-	3.8	1.9	1.5	0.1	0.0	4.9	4.7	1.4	6.6	6.5	1.7	12.0	-	6.9	-	0.1	0.7	0.6	0.9	18.9	0.5	0.7	
Namibie	22	10	8	137	6	13.7	-	0.2	0.4	1.3	1.2	4.9	32.3	3.1	2.4	-	-	0.5	4.3	-	-	1.2	1.5	-	1.0	5.0	0.4	12.0	-	-	0.7	-	0.5	11.7	-	0.6	0.9		
Niger	24	12	10	374	16	5.1	-	-	3.7	1.6	2.5	0.2	2.0	-	17.6	-	0.3	0.4	4.0	1.6	-	0.5	0.6	-	0.8	-	2.5	18.1	-	5.8	-	0.1	0.3	0.9	3.1	23.6	1.9	2.7	
Nigeria	23	7	5	899	39	2.2	-	0.0	0.2	0.8	-	0.1	15.9	-	0.9	0.0	0.2	-	1.5	-	-	0.3	0.4	-	16.0	0.1	-	16.1	-	1.6	-	0.2	0.7	0.9	3.4	34.4	1.2	3.0	
Ouganda	27	13	10	1170	43	3.9	0.1	0.8	1.0	2.9	5.9	0.1	13.9	0.2	0.4	-	4.0	0.5	1.4	-	0.0	3.3	5.4	-	8.5	3.7	-	7.9	-	5.3	-	0.3	0.6	0.4	2.9	25.2	0.6	0.9	
Rwanda	27	10	8	509	19	3.3	-	0.2	5.8	0.4	0.1	0.2	9.6	0.1	0.8	-	0.5	0.1	1.6	0.4	-	0.7	5.0	0.1	17.0	3.9	0.9	14.0	-	7.0	-	-	1.9	0.2	8.0	16.5	0.9	1.0	
Sao Tomé & Principe*	12	7	6	25	2	-	-	-	-	-	-	1.5	1.2	-	12.4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	36.3	-	-	19.6	-	5.8	-	-	2.1	1.6	4.2	10.2	2.3	2.9	
Sénégal	26	11	8	604	23	5.0	-	0.4	2.9	1.4	0.1	2.1	5.5	0.1	27.3	-	-	0.2	5.0	2.0	-	0.1	3.3	-	1.0	0.1	0.5	7.5	-	4.0	-	0.3	1.9	0.4	2.1	25.7	0.7	0.6	
Seychelles	4	3	3	8	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	43.7	-	-	-	20.3	-	-	-	-	-	-	-	-	32.4	-	-	-	3.6	-	-	-	-	-		
Sierra Leone*	21	10	8	249	12	1.9	-	-	-	0.9	0.3	-	2.3	0.3	0.3	-	3.5	0.3	1.8	-	-	1.3	1.7	-	24.6	0.6	0.1	25.0	-	8.6	-	-	-	-	0.8	2.6	19.1	2.0	2.0
Somalie*	17	10	8	78	5	-	-	-	2.2	2.2	1.4	5.6	1.6	0.4	-	-	2.4	9.9	-	-	-	14.4	0.4	-	-	7.3	-	6.7	-	-	-	-	-	0.8	13.1	-	8.2	9.6	
Soudan*	27	13	11	549	20	2.7	0.1	0.1	0.2	3.9	2.4	0.4	22.0	1.0	1.6	0.1	1.5	2.3	1.9	-	0.1	12.5	8.0	0.1	7.4	1.3	0.4	17.5	-	-	-	-	1.3	1.7	4.9	-	1.9	2.7	
Ste-Hélène	2	1	1	24	12	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8.2	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Swaziland	13	5	4	52	4	0.5	-	-	-	0.7	-	-	3.4	-	-	-	-	1.0	37.1	-	-	0.8	-	-	0.8	-	-	18.0	-	-	-	-	4.0	1.1	29.8	-	1.0	1.7	
Tanzanie	28	13	9	1603	57	2.9	0.1	0.1	0.6	3.6	5.3	0.1	6.0	1.5	0.2	-	2.2	0.1	2.3	-	0.1	4.0	6.3	-	13.1	6.2	1.5	9.8	-	5.5	-	0.3	0.5	0.3	4.0	22.1	0.5	0.7	
Tchad*	20	7	7	223	11	7.4	-	-	0.1	0.1	-	0.4	2.0	-	14.6	-	-	0.1	1.1	0.2	-	-	-	-	-	-	4.3	24.5	-	12.4	-	0.2	0.7	0.8	1.4	23.8	2.2	3.1	
Togo*	17	9	8	59	3	8.7	-	-	2.4	1.9	1.0	-	3.4	0.6	33.5	-	-	-	0.8	1.3	-	-	-	-	-	0.8	0.5	15.1	-	-	-	-	-	1.3	16.0	-	5.6	3.3	
Zambie	25	13	9	801	32	3.7	0.0	-	0.4	3.3	5.6	-	14.1	1.1	0.1	-	3.6	0.1	3.8	-	0.1	6.7	6.9	-	8.9	4.6	-	16.7	-	3.2	-	0.1	0.7	0.2	4.8	9.8	0.8	0.6	
Zimbabwe*	21	13	11	158	8	4.6	-	0.5	1.8	4.0	4.3	-	18.9	-	1.6	-	1.6	0.7	3.5	-	0.5	5.6	4.7	-	11.6	7.7	0.3	18.3	-	-	-	-	-	2.5	3.9	-	2.1	1.4	
<b>Amérique du Nord et Central</b>																																							
Anguilla	2	2	2	4	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	34.2	-	-	65.8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Antigua & Barbuda	2	2	2	5	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22.1	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Barbados	5	4	4	5	1	-	-	-	-	-	-	28.4	-	-	-	-	-	-	6.9	-	-	-	-	-	22.9	-	-	25.1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	16.6	
Belize	9	7	6	9	1	-	-	-	-	-	-	20.7	-	-	-	-	3.3	4.4	19.9	-	-	-	-	-	12.8	-	-	22.7	3.9	-	-	-	-	-	3.6	-	-	8.7	
Costa Rica	20	13	11	61	3	12.5	-	-	4.0	2.1	-	5.2	4.0	2.4	8.0	-	-	-	23.1	-	-	4.4	3.5	-	5.6	1.6	3.3	7.0	6.3	-	3.8	-	-	0.9	0.8	-	0.7	1.0	
Cuba	17	12	9	48	3	3.0	-	-	5.4	7.2	-	7.3	24.0	-	5.3	-	-	-	9.7	-	-	2.2	1.8	-	9.3	1.9	5.0	4.7	-	-	-	-	-	1.3	8.2	-	2.2	1.4	
Dominicaine, Rép.	21	9	5	142	7	15.0	-	-	0.5	1.4	1.9	3.5	20.7	0.2	3.7	-	-	0.3	8.2	-	-	0.4	0.5	-	3.4	-	0.3	30.1	1.5	-									



## 2. QUEL EST LE DEGRE DE FRAGMENTATION DE L'AIDE?

Les cellules qui ne sont **pas accentuées**, dénotent que le donneur est dans le dernier décile de donneurs de ce pays et le pays n'est pas un partenaire supérieur à la moyenne pour ce donneur. Pourcentages (rangées cumulent à 100%)

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/527610876221>

Tableau 2.5. Quels donateurs dans quels pays partenaires? Aide-pays programmable par donneur et pays partenaire (suite)

APP moyenne 2005-06 (en USD constants de 2005) de 33 donateurs à 153 pays

Légende:

La Catégorie A s'applique aux donateurs (colonnes). Elle accentue les partenaires "au-dessus de la moyenne" pour ce donneur; c.-à-d. le donneur verse plus que sa part moyenne d'APP globale à ce partenaire (Rangée 7). **Bleu foncé** quand le donneur est également dans la Catégorie B (un des donateurs fournissant cumulativement plus de 90% d'APP à ce partenaire). **Bleu clair** quand il est dans le dernier décile de donateurs de ce partenaire.

A noter: Les programmes totalisant moins de USD 250,000 sont exclus.

La Catégorie B s'applique aux partenaires (rangées). Elle accentue les donateurs qui sont les principaux acteurs pour ce partenaire; c.-à-d. ceux fournissant cumulativement plus de 90% d'APP à ce partenaire. **Bleu foncé** quand le donneur est également dans la Catégorie A (verse plus que sa part moyenne d'APP globale à ce partenaire). **Gris clair** quand le donneur verse moins que sa part moyenne d'APP globale à ce partenaire.

\* État Fragile

Les cellules qui ne sont pas accentuées, dénotent que le donneur est dans le dernier décile de donateurs de ce pays et le pays n'est pas un partenaire supérieur à la moyenne pour ce donneur. Pourcentages (rangées cumulent à 100%)

Partenaires	Donneurs	Nombre de donneurs	Donneurs Cat. A & B	Donneurs Cat. A & B	APP (USD mio.)	APP moyenne par donneur (USD D mio.)	Part du donneur de l'APP totale (en %)																																			
							Allemagne	Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Espagne	États-Unis	Finlande	France	Grèce	Irlande	Italie	Japon	Luxembourg	Nlle-Zélande	Norvège	Pays-Bas	Portugal	Royaume-Uni	Suède	Suisse	CE	BID F. SP.	FAFD	FASD	FEM	FIDA	FNUP	Le Fonds mondial	IDA	PNUD	UNICEF			
Nombre de partenaires							110	50	53	83	100	71	81	128	62	123	34	56	76	135	40	43	88	93	20	93	91	86	144	24	37	26	66	72	112	104	76	120	120			
Nombre de partenaires dans la Catégorie A							59	24	27	39	35	27	42	34	27	50	23	23	32	44	25	25	42	42	11	36	44	38	82	24	32	18	41	52	67	65	50	72	67			
Nombre de partenaires dans la Catégorie A & B							59	20	7	20	25	23	35	34	4	50	3	10	19	44	4	11	38	42	5	36	41	24	82	14	29	15	4	9	10	56	50	22	25			
APP (USD Millions)							2723	955	158	498	974	905	831	12967	241	2740	119	347	519	8416	128	122	1003	1601	146	3177	1080	501	6219	479	926	1372	139	328	276	1104	8012	402	475			
APP moyenne par partenaire (USD millions)							25	19	3	6	10	13	10	101	4	22	3	6	7	62	3	11	17	7	7	34	12	6	43	20	25	53	2	5	2	11	105	3	4			
Part du donneur de l'APP totale (en %)							4.5	1.6	0.3	0.8	1.6	1.5	1.4	21.7	0.4	4.6	0.2	0.6	0.9	14.1	0.2	0.2	1.7	2.7	0.2	5.3	1.8	0.8	10.4	0.8	1.5	2.3	0.2	0.5	0.5	1.8	13.4	0.7	0.8			
Extrême-Orient	Georgie	24	8	7	264	11	11.7	-	0.2	0.5	0.1	0.1	-	29.9	0.2	0.5	-	0.8	0.2	-	3.7	-	-	2.8	4.2	-	-	1.3	2.4	0.6	10.6	-	-	0.9	0.4	0.3	1.2	26.2	0.6	0.3		
	Inde	29	6	4	2910	100	4.6	0.2	0.0	0.2	0.5	0.2	0.0	4.2	0.2	0.9	-	0.2	0.1	-	20.6	0.1	0.0	0.4	1.5	0.0	17.1	0.5	0.7	6.2	-	-	0.0	0.7	0.5	1.0	37.4	0.5	1.2			
	Kazakhstan	18	5	4	131	7	6.1	-	-	0.3	-	-	0.6	34.8	-	1.2	-	-	-	-	38.2	-	-	1.7	0.9	-	0.7	0.5	0.5	7.1	-	-	0.3	0.8	-	0.5	4.2	-	0.8	0.9		
	Kyrgyzie Rép.	20	8	5	203	10	8.0	-	-	0.1	0.2	0.2	-	22.1	0.5	-	-	-	-	-	8.6	-	-	1.2	0.7	-	5.0	1.8	6.3	4.5	-	-	17.8	-	0.3	0.4	1.9	18.5	1.4	0.5		
	Maldives	11	7	7	22	2	-	5.2	-	-	-	2.2	-	-	-	-	-	-	-	-	14.7	-	-	1.3	7.9	-	-	-	-	-	22.2	-	-	1.3	6.8	-	30.6	4.6	3.1			
	Myanmar*	19	11	10	95	5	1.8	5.9	-	-	-	1.3	2.4	-	2.0	-	0.7	-	1.0	-	30.1	-	0.7	5.3	0.7	-	10.2	3.5	0.6	3.4	-	-	-	-	4.0	5.0	-	12.1	9.6			
	Népal	26	12	8	467	18	8.3	0.5	0.5	0.1	3.8	6.1	-	10.6	1.8	0.1	-	0.2	-	10.3	0.1	0.3	4.9	1.6	-	13.2	0.1	3.3	1.4	-	-	16.0	-	0.4	1.4	0.6	11.7	1.5	1.2			
	Ouzbékistan*	15	7	5	143	10	9.4	-	-	-	-	-	-	30.2	0.2	1.5	0.2	-	-	-	32.1	-	-	-	-	-	0.2	0.6	3.4	7.0	-	-	-	-	0.6	3.3	7.1	2.4	1.7			
	Pakistan	27	7	3	1690	63	1.1	0.2	0.1	0.0	0.9	-	0.0	12.3	0.3	1.0	0.0	0.1	0.0	10.7	-	-	0.6	1.3	-	6.5	0.3	0.7	1.2	-	-	15.7	0.1	1.1	0.6	0.3	43.4	0.7	0.8			
	Sri Lanka	28	9	8	866	31	7.0	1.6	0.1	-	1.4	2.2	0.1	2.1	0.5	0.5	0.1	0.1	0.1	33.5	-	0.1	4.7	2.7	-	1.0	3.4	0.4	0.8	-	-	18.2	0.3	0.3	0.5	0.2	17.7	0.3	0.1			
Tadjikistan	17	9	4	164	10	3.7	-	-	-	-	-	-	21.3	-	0.2	-	-	-	-	5.7	-	-	0.9	0.3	-	3.3	3.8	6.3	9.1	-	-	18.5	0.2	-	0.4	1.3	21.5	2.2	1.3			
Turkménistan	8	5	3	12	2	2.1	-	-	-	-	-	-	58.0	-	4.5	-	-	-	-	3.2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10.3	-	-	-	-	4.4	-	9.6	7.8				
Extrême-Orient	Cambodge*	27	13	9	494	18	4.9	5.2	-	2.3	1.7	2.1	0.2	12.4	0.8	5.1	-	0.5	0.2	21.8	-	0.7	0.6	1.0	-	4.2	3.1	0.6	4.0	-	-	14.7	0.2	0.9	0.5	4.1	6.2	1.0	1.0			
	Chine	30	9	5	2417	81	8.4	1.4	0.2	0.1	0.9	0.4	2.2	0.8	0.3	2.7	0.0	0.0	2.1	65.1	0.0	0.1	0.5	1.3	-	3.3	0.4	0.3	2.3	-	-	0.1	0.8	0.8	0.2	2.1	2.1	0.4	0.5			
	Corée, Rép. dém.	13	9	8	21	2	7.1	2.1	-	-	-	-	-	2.2	2.2	-	-	-	1.5	-	-	-	6.1	-	-	3.3	18.0	5.9	-	-	-	-	-	23.0	4.7	-	-	13.6	10.3			
	Indonésie	27	9	5	2002	74	6.9	10.0	0.0	0.1	1.3	0.5	0.7	5.5	0.3	1.1	-	-	0.0	45.5	-	0.3	1.0	3.8	-	3.3	0.7	0.2	2.0	-	-	4.4	0.1	0.1	0.6	1.4	9.4	0.4	0.3			
	Laos*	25	13	11	310	12	4.9	3.6	-	2.2	0.7	0.6	-	1.8	0.8	6.9	-	0.4	-	19.4	2.4	0.6	2.1	0.5	-	6.1	1.2	2.6	-	-	22.1	0.1	1.5	0.5	2.6	14.4	1.4	0.7				
	Malaisie	15	2	2	286	19	1.1	0.3	-	-	1.6	2.8	0.1	1.1	-	0.7	-	-	-	88.7	-	-	0.3	-	-	1.9	0.2	-	0.5	-	-	-	-	-	0.2	-	-	0.2	0.2			
	Mongolie	24	9	6	169	7	11.5	1.0	0.2	-	0.4	0.2	0.3	7.8	-	0.5	-	-	-	36.1	0.2	0.2	0.6	4.5	-	1.5	1.6	2.6	-	-	17.1	0.2	1.6	0.8	1.2	8.1	1.0	0.6				
	Philippines	27	5	3	1107	41	5.8	4.0	0.0	0.7	0.9	0.1	1.4	8.6	0.1	0.2	-	0.1	0.0	69.9	-	0.4	0.2	1.7	-	0.6	0.3	0.1	1.6	-	-	0.2	0.4	0.5	0.5	1.2	-	0.2	0.3			
	Thaïlande	21	5	4	676	32	5.3	0.7	0.1	-	1.5	2.1	0.1	3.0	0.2	7.7	-	0.1	0.1	71.8	-	-	0.6	1.0	-	0.2	0.4	-	1.6	-	-	-	-	0.3	3.0	-	0.3	0.2				
	Timor-Leste*	21	10	6	175	8	2.4	22.3	-	-	0.3	-	0.7	10.7	1.2	-	-	-	3.9	-	15.1	-	1.7	5.9	0.4	19.8	1.5	0.8	0.2	7.5	-	-	-	-	0.9	0.6	1.8	1.5	0.9			
Viet Nam	29	12	9	1997	69	3.0	2.4	0.0	0.9	2.6	3.5	0.7	1.6	0.9	5.8	-	-	0.3	0.1	34.5	0.5	0.2	0.7	2.9	-	4.2	2.1	0.9	2.1	-	-	10.0	0.1	0.4	0.3	0.4	18.3	0.3	0.2			
Océanie	Cook, Îles	4	3	3	7	2	-	23.6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	56.9	-	-	-	-	-	-	9.5	-	-	10.0	-	-	-	-	-	-	-			
	Fidji	8	5	5	60	7	-	33.9	-	-	-	-	-	1.9	-	2.0	-	-	-	-	19.5	-	8.1	-	-	-	-	25.8	-	-	-	-	-	-	-	-	4.0	4.8				
	Kiribati*	6	4	4	26	4	-	26.4	-	-	-	-	-	3.0	-	-	-	-	-	-	42.2	-	7.4	-	-	-	-	17.7	-	-	3.2	-	-	-	-	-	-	-				
	Marshall, Îles	4	2	1	54	13	-	1.6	-	-	-	-	-	85.0	-	-	-	-	-	-	12.6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.8	-	-	-	-	-	-	-				
	Micronésie, États Fédérés	5	2	1	106	21	-	1.6	-	-	-	-	-	89.6	-	-	-	-	-	-	6.5	-	0.3	-	-	-	-	-	-	-	2.0	-	-	-	-	-	-	-				
	Nauru	3	1	1	13	4	-	91.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6.8	-	2.2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
	Niue	3	1	1	15	5	-	6.5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	90.6	-	-	-	-	-	2.9	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
	Palau	3	2	2	30	10	-	2.2	-	-	-	-	-	65.4	-	-	-	-	-	-	32.4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
	Papouasie-Nouvelle-Guinée*	13	4	2	301	23	0.7	77.4	0.3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4.9	-	3.7	0.2	0.5	-	-	-	5.9	-	-	3.7	-	0.3	1.1	-	0.7	0.6				
	Samoa	8	5	4	47	6	-	26.3	-	-	-	-	-	1.7	-	-	-	-	-	-	32.2	-	12.6	-	-	-	-	-	7.3	-	-	4.5	-	-	-	-	13.9	1.6	-			
Océanie	Solomon, Îles*	7	4	3	200	29	-	70.9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7.4	-	7.2	-	1.2	-	-	-	10.9	-	-	2.2	-	-	-	-	0.3	-	-				
	Tokelau	2	2	2	13	7	-	15.9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	84.1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
	Tonga*	6	5	3	28	5	-	27.9	-	-	-	-	-	2.8	-	-	-	-	-	28.1	-	19.9	-	-	-	-	-	8.4														

Cette matrice peut aider les donateurs et les partenaires à mettre en place une meilleure division du travail, qui peut prendre diverses formes, à savoir :

- les donateurs se concentrent sur un nombre plus restreint de pays mais en jouant un rôle plus actif dans chacun d'entre eux ;
- les donateurs se concentrent sur un moins large éventail de secteurs dans chaque pays ;
- les donateurs délèguent leurs activités de coopération à d'autres donateurs pour réduire le nombre d'acteurs avec lesquels un partenaire donné est appelé à traiter.

Le CAD-OCDE a également commencé à produire des matrices correspondant aux principaux secteurs pour donner la mesure de la concentration sectorielle, lesquelles peuvent apporter aux pays partenaires des pistes de réflexion pour déterminer les possibilités de réduire la fragmentation de l'aide. Ces matrices offrent également des informations essentielles sur la répartition des tâches telle qu'elle est actuellement pratiquée entre les pays au niveau sectoriel. Ces matrices sont accessibles en ligne sous format Excel à l'adresse suivante : [www.oecd.org/dac/scalingup](http://www.oecd.org/dac/scalingup).

### Notes pour l'interprétation de la matrice

La matrice propose les informations suivantes :

- a) APP allouée à 153 pays partenaires par les 23 donateurs du CAD et 10 organisations multilatérales; moyenne pour 2005 et 2006 (colonne 5) et moyenne par donneur (colonne 6).
- b) Nombre de donateurs par pays (colonne 2).
- c) Nombre de pays par donneur (ligne 2).
- d) APP de chaque donneur (ligne 5), APP moyenne par pays (ligne 6) et part du pays dans l'APP totale consentie par l'ensemble des donateurs (ligne 7).
- e) Part de chaque donneur dans l'APP totale allouée à chaque pays – en pourcentage (partie principale de la matrice).

La matrice matérialise trois catégories à l'aide d'un marquage graphique :

- a) La catégorie A (zone grisée ou striée de lignes verticales) – partenaires recevant une aide « supérieure à la moyenne ». Ce sont les partenaires auxquels le donneur concerné consent plus que sa part de l'APP totale (qui figure à la ligne 7).
- b) La catégorie B (zone grisée ou striée de lignes horizontales) – « principaux donateurs ». Ce sont les donateurs qui consentent collectivement plus de 90 % de l'APP allouée au pays en question.
- c) Les catégories A et B (zone grisée) – les donateurs qui cumulent les deux caractéristiques. Ce sont les donateurs qui consentent plus que leur part de l'APP totale allouée au partenaire concerné **et** qui, collectivement, fournissent plus de 90 % de l'APP allouée à ce partenaire<sup>8</sup>.

La matrice peut être interprétée comme suit :

- **Albanie** : ce pays a reçu de l'aide de la part de 26 donateurs en 2005-06 (colonne 2); le montant de l'APP qui lui a été allouée est de 296 millions USD (colonne 5). Plus de 90 % de cette aide proviennent de 11 donateurs (colonne 3) et, pour 7 de ces donateurs, l'Albanie était un partenaire qui a reçu une part supérieure à la moyenne de l'APP

consentie par ces donateurs (colonne 4); 15 donateurs ont collectivement apporté moins de 10 % de l'aide consentie au pays (cellules non grisées et striées de lignes verticales).

- **Autriche** : ce pays a fourni 1.5 % de l'APP consentie à l'Albanie, ce qui est supérieur à la part de l'Autriche dans l'APP totale (0.3 %) (ligne 7), et apparaît donc sur fond grisé strié de lignes verticales. L'Autriche a 53 partenaires (ligne 2), et dans 27 d'entre eux (ligne 3), elle a consenti plus que sa part moyenne (0.3 %) de l'APP totale; dans 7 d'entre eux (ligne 4), elle faisait partie des donateurs ayant collectivement consenti plus de 90 % de l'APP totale (fond grisé).
- **Allemagne** : ce pays a fourni 8.8 % de l'APP consentie à l'Albanie, ce qui est supérieur à la part de l'Allemagne dans l'APP totale (4.5 %) (ligne 7). Elle apparaît sur fond grisé du fait qu'elle compte parmi les pays ayant collectivement apporté plus de 90 % de l'APP consentie à l'Albanie.

## Notes

1. L'expression « surcroît d'aide » ou « intensification de l'aide » renvoie non seulement à un accroissement des apports d'aide, mais aussi à une amélioration de son impact et de son efficacité grâce à la mise en place de différentes mesures : meilleure répartition de l'aide en fonction des besoins/priorités des pays bénéficiaires; plus large couverture de l'aide au profit des populations, des secteurs géographiques ou des domaines thématiques qui, proportionnellement, en reçoivent moins; application plus étendue des enseignements dégagés de l'expérience pour une meilleure efficacité de l'acheminement et de la gestion de l'aide; suivi plus étroit des engagements pris (montants de l'aide, et amélioration des mécanismes d'acheminement et de gestion de l'aide); objectifs plus ambitieux pour surmonter les obstacles recensés qui nuisent à l'efficacité de l'aide.
2. Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Angola, Bangladesh, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Burundi, Cambodge, Cameroun, Chine, Colombie, Rép. démocratique du Congo, Égypte, El Salvador, Éthiopie, Honduras, Inde, Indonésie, Irak, Kenya, Laos, Mozambique, Népal, Nicaragua, Ouganda, Pakistan, Pérou, Philippines, Rwanda, Sénégal, Serbie, Soudan, Sri Lanka, Tanzanie, Viet Nam et Zambie.
3. Anguilla, Antigua et Barbuda, Arabie Saoudite, Barbade, Belize, Comores, îles Cook, Dominique, Fidji, Guinée équatoriale, Grenade, Kiribati, Libye, îles Marshall, Maurice, Mayotte, États fédérés de Micronésie, Montserrat, Nauru, Niue, Oman, îles Palaos, Samoa, Seychelles, îles Salomon, Suriname, Sainte-Hélène, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Tokelau, Tonga, Trinité-et-Tobago, Turkménistan, îles Turks et Caïques, Tuvalu, Vanuatu, et Wallis-et-Futuna.
4. Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Bangladesh, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Cameroun, Chine, Colombie, République démocratique du Congo, Égypte, Géorgie, Honduras, Inde, Indonésie, Irak, Jordanie, Kenya, Mongolie, Nigeria, Pakistan, Pérou, Philippines, Rwanda, Sénégal, Serbie, Sri Lanka, Tanzanie, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Viet Nam.
5. Programme d'action d'Accra, paragraphe 17.
6. Voir : <http://siteresources.worldbank.org/ACCRAEXT/Resources/4700790-1210008992554/4968817-1219870888132/C01-Zambia.pdf>.
7. Veiller à ce que les États fragiles ne soient pas laissés pour compte, Fiche du CAD, décembre 2007, [www.oecd.org/dataoecd/28/46/40124322.pdf](http://www.oecd.org/dataoecd/28/46/40124322.pdf).
8. Pour illustrer le degré de concentration, les donateurs qui individuellement consentent plus de 50 % de l'aide allouée à un partenaire apparaissent sur fond gris foncé.



Extrait de :

## Development Co-operation Report 2009

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/dcr-2009-en>

### Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2009), « Quel est le degré de fragmentation de l'aide? », dans *Development Co-operation Report 2009*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/dcr-2009-7-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).